

A.

CITIZEN;

La suppression des journaux a donné lieu à des conjectures plus importantes que son véritable motif. Quelques royalistes qui comptent encore sur Bonaparte, ont pensé qu'il ne l'avoit faite que parce qu'ils alloient beaucoup plus vite lui. D'autres moins confians en ont conclu qu'il falloit que les affaires de la République atlissent de mal en pis puisqu'on imposoit silence à ceux qui paroissoient disposés à le dire; et ces raisonnemens là sont plus raisonnables; mais le motif qui venant à l'appui du précédent, a décidé Bonaparte à écraser les journalistes indiscrets, c'est qu'ils ont publié la réponse de lord Grenville à sa familière lettre au Roi d'Angleterre, et en même temps celle plus que vive de Le Chandelier, chef de royalistes à la municipalité de Nogent le rotrou, dans laquelle il appelloit Bonaparte un *Tyrann*, un *Aventurier*, un *Italien*, *Corse*. La colere s'est allumée, et les conseillers, propriétaires de journaux, dont il est entouré, ont enflamé davantage une fureur dont il prévoyoit devoir tirer un grand profit, puisqu'en portant Bonaparte à supprimer tous les rivaux, ils devoient s'enrichir de leurs déponilles. Roderer, propriétaire du *Journal de Paris*, Fouché de Nantes, propriétaire des *Hommes libres* etc. ont bien plus consulté leur avarice et leur cupidité que les intérêts de la patrie, même ceux du gouvernement. Une anecdote piquante relative à l'acte de suppression vient ici fort à propos pour donner la mesure du caractère et des dispositions de Bonaparte. Le 27 nivôse, il propose à l'un de ses jetteurs de lois en moule, le conseiller d'état Emery, ex-constituant, de lui en préparer une pour cette suppression; mais, citoyen Consul, reprit celui-ci, encore imprégné des folies de liberté qui firent la révolution dont il fut un apôtre zélé, il seroit impolitique pour un gouvernement nouveau de montrer dès sa naissance qu'il veut proscrire toute liberté, en commençant par celle de penser et d'écrire. --- Vous avez raison, reprit Bonaparte comme s'il eut été éclairé d'un trait de lumière et de sagesse, et il n'en parla plus. Emery crut l'avoir convaincu, et le lendemain il ne pouvoit en croire à ses yeux, même aidés de lunettes, lorsqu'il vit placardé par ordre du gouvernement les journaux etc. Voilà un tour de corse, ont dit les gens qui croyent ap-

Paris le 22 pluviôse, an 8.

pellier les choses de leur nom; ceux qui cherchent dans le présent, la connoissance de l'avenir, jugent par là que Bonaparte ne voulant point être contrarié, saura par un simple arrêté, se mettre au-dessus de toutes les idées de son conseil, et toutes les lois de ses manequins législateurs. La plupart des journalistes, susperdus jusqu'à la paix ont pris le parti de vendre à leurs confrères privilégiés leurs souscripteurs, comme on vend un troupeau de moutons dont on est forcé de laisser tondre la laine par un autre. Il faut croire que ceux à qui cette vente a répugné, trouveront tôt ou tard le moyen de décider leurs ouailles à s'en applaudir.

INTERIEUR.

A peine le premier Consul eut-il pris les rênes de l'état qu'il se flatta de pacifier les départemens de l'Ouest. Il faudrait, dit-il, 15 millions pour continuer cette guerre avec succès; et il n'en faut que deux pour acheter les chefs des armées royalistes. Ainsi comptant sur le pouvoir de l'or, employé déjà si perfidement avec tant d'avantages, et regardant déjà les choses possibles comme faites, il dit presque aussitôt, que tel et tel chefs avoient accepté la paix, surtout lorsqu'il avoit vu qu'à l'appât de la séduction on ajoutoit toutes les menaces de la guerre la plus cruelle. Ainsi débita-t-on d'abord qu'à l'exemple de d'Autichamp, ou avoit déjà vu déposer les armes à Chatillon, à Bourmont, à la Prévalais, à George enfin. Il est constant que d'Autichamp qui se trouvoit loin des cotes, sur la rive gauche de la Loire, séparé en quelque sorte du gros de l'armée royaliste, époux depuis six mois d'une très jolie femme, n'ayant que 1,800 hommes dont le tiers étoit à peine armés, a trouvé que les chances de la guerre ne valaient pas les 450,000 francs qu'on lui offroit et qu'il a acceptés. Mais ceux qui annonçoient avec tant de confiance la pacification de Bourmont, sont forcés aujourd'hui de n'en parler que comme d'une chose douteuse, en revanche ils promettent la même supposition sur George et sur la Prévalais. Quant à ce dernier, on a fait venir de Brest le 15 une dépêche télégraphique annonçant qu'il avoit mis bas les armes; mais la Prévalais est dans le département d'Ille

et Villaine dont Rennes est la capitale ; et Rennes est plus près de nous que Brest de 50 lieues ; et de Rennes, on n'a rien reçu de pareil : ce n'est pas le cas de dire *à beau mentir qui vient de loin*. La même dépêche télégraphique portoit que Georges avoit été complètement battu ; ce qui n'auroit pu être si des lettres du 13 venant de Nantes, avoient dit vrai en annonçant qu'il avoit fait sa paix ; l'un peut bien n'être pas plus vrai que l'autre. Les rapports officiels ne parlent que de l'affaire fort chaude que George eut le 5 avec le général Harty entre Grand-champ, le Pont du luc et Mençon, dans la quelle ce général républicain courut de grand dangers et eut son chapeau percé d'une balle. Des nouvelles particulières relatives sans doute à l'affaire dont parle la dépêche télégraphique, disent que Brune en personne a été forcé de se mesurer avec les troupes de Georges, que le combat a été très meurtrier, que le général républicain s'est trouvé plusieurs fois dans la mêlée, qu'il a perdu jusqu'à ses bagages, et que 1,500 hommes de son armée sont restés sur le champ de bataille. Ces mêmes nouvelles assurent que les royalistes ont aussi perdu beaucoup de monde. On s'attendoit à un combat déci if le 16 ; mais l'on écrit de Vannes en date du 15 que ce jour là même, George a eù au coin d'une haye, près de Muzillac et comme par rencontre fortuite et particulière, une conversation en plein air, où après une heure d'entretien, la paix a été conclue. Les anglais auroient disparu de la côte le 12, après avoir vu les républicains maîtres de l'Orient et de la presqu'île de Rhuis. Les romanciers officiels vous diront que George a remis à Brune 12 pieces de canon, quoiqu'il n'en eût point, ni ne put en avoir dans un pays tout en crevasses, en landes et en fossés ; ils ajouteront que les Anglais ayant jetté sur la côte des émigrés qui revenoient dans des chaloupes à leur vaisseau, leur faisoient d'amers reproches que les républicains ont entendus très nettement quoique de la côte, c'est à dire à une lieue environ de distance. C'est un beau privilège que celui de dire de pareilles inepties. Il y a bien des contradictions dans les rapports de cette pacification. Paul Ier. a consenti que ses russes qui sont à Jersey et Gernesey soient débarqués sur les côtes de Bretagne avec un gros corps d'Anglais, au printemps prochain.

Notre correspondance nous affirmoit naguères que George qui commande dans le Morbihan, la Prévalaye à Rennes, Bois rouge à St. Brioux, Chatillon à Nantes, Bonrmonr dans le Maine, Frotté en Normandie ne vouloient point ceder, quoiqu'ils ne reçussent pas les secours promis.

Quelques émigrés notables et dignes confiance, qui débarquent tous les jours alimentent leurs espérances. On attendoit très prochainement le duc de Bourbon avec 13 à 14 mille russes. Il étoit difficile dans la partie de Rennes à St. Malo, à St. Brioux, à Quimper de faire lever les habitans en faveur du royalisme ; mais dans le Morbihan, tous étoient prêts en cas d'affaires. Les pays d'Avranche, Mayenne, le Mans, Nantes, Rennes et Vannes étoient mieux fournis ; cependant en tout il n'y avoit pas plus de 150 mille hommes, mais il n'y en avoit pas moins de 120 mille. Il est vrai que de ce nombre un quart étoit encore sans armes. La première opération du débarquement paroît devoir être de se jeter vers Belleisle dont on a grande envie, ou sur Quiberon pour faciliter l'entrée dans le Morbihan. Pour peu que les mécontents ayent d'avantages, leur nombre se grossira beaucoup.

VARIETES.

Il n'y a dans la retraite des Russes, lors même qu'elle se continueroit, rien de rassurant pour la République française : ils ne feroient que changer de destination.

Aucun ouvrage périodique, uniquement scientifique, littéraire, ne passe à le poste. si l'auteur n'a fait au ministre de la police, la promesse de fidélité à la constitution.

La nouvelle de ce jour est que le 16, Brune a eù une affaire majeure avec les troupes de George, le quel s'est trouvé commander environ 35,000 mille hommes, par l'effet de la jonction des mécontents armés de quelques autres départemens qui ne fuyoient pas devant les républicains, mais se portoient dans le Morbihan. l'affaire a été terrible ; et pour se venger des fusillades des républicains, les troupes de George ont fusillé nombre de prisonniers faits par elles sur l'armée de Brune. De toutes les pacifications annoncées, il n'y a que celle de d'autichamp qui soit réelle.

Bonaparte ne voulant rien négliger pour désarmer les mécontentemens des habitans de l'Ouest et sachant que les prêtres y montroient une répugnance raisonnée à faire la promesse de fidélité, a donné des ordres pour qu'on ne l'exigât pas avec rigueur dans les pays insurgés.

La trésorerie a suspendu les payemens de ce qui étoit dû jusqu'au 1 pluviose : ils sont classés dans l'arriéré, lequel est à peu près mis dans l'oubli. Et pour le service courant, on puise jusques dans la caisse des indigens. l'ugénieux expédient par lequel on fait mourir ceux ci de besoin afin d'envoyer des soldats se faire tuer sur les champs de bataille.

L'imprimeur du journal *l'Ange gabriel* qui n'étoit plus que littérateur et moraliste, a été mis au temple pour avoir donné une fable de deux loups, lesquels après avoir promis de ne plus manger d'agneaux, n'avoient pu teur leur promesse et étoient revenus à leur premier penchant à la vue de la première brebis tombée sous leurs griffes.

Lorsqu'on se dispoit à célébrer à Valence, le 10, la pompe funebre du Pape, lorsqu'un concours considérable d'étrangers venoit de fort loin, même des bouches du Rhône et du Var pour cette cérémonie, tout-à-coup pour y faire une diversion impie le cœur de Championnet a été apporté dans cette ville, et a été déposé dans la maison commune, jusqu'à l'érection d'un monument qui sera sans doute bien plus somptueux, bien plus promptement érigé que celui de Pie VI. Toutes les fois qu'il s'agit de rendre hommage à sa mémoire, on fait intervenir les restes d'un général républicain : lorsqu'il mourut à Valence et qu'on jeta son corps dans une cave, l'on recevoit à Toulon. au bruit du canon et d'une manière très pompeuse. le corps du général Joubert. Ce Pape sera-t-il harcelé après sa mort par le cadavre des généraux républicains comme il le fut de son vivant par leur sabre et leurs bayonnettes? Son successeur n'étoit pas encore nommé le 2 pluviose. Les voix se partageoient dit-on, entre le cardinal Mattey, le cardinal Valenti et le cardinal Bellisomi : on soupçonne des intrigues auxquelles la famille Albiny ne seroit point étrangère. L'Empereur de russie fait fabriquer à Naples un superbe calice d'or, enrichi de pierreries, de la valeur de 60 mille ducats pour être présenté au nouveau pape, et lui servir pour sa première messe pontificale à Rome.

Les départemens méridionaux sont parsemés de bandes de mécontents qui arrêtent les diligences, assassinent les républicains. les mettent à contribution. Il n'y a rien d'organisé parmi elles; elles ne sont composées que de gens qui chassés de leurs foyers par les vexations des jacobins, par des inscriptions sur la liste des émigrés, ne demanderoient pas mieux que de renoncer à cette vie errante et sauvage si le gouvernement les délivroit des fœux qui les y contraignent.

EXTERIEUR.

Le second retour en leur pays que les russes feignent à présent, est la nouvelle qui occupe tous les esprits : voici ce qui paroît y donner lieu. D'abord Paul 1er. exigeoit le rétablissement de l'ancien gouvernement de Venise, et l'Empereur d'Allemagne s'y refusoit, cependant Paul ne consentant qu'à cette condition de faire revenir ses trou-

pes sur le Rhin, François 11 avoit été obligé de consentir à ce rétablissement de la république Vénitienne. Mais un nouvel incident survient : c'est l'arrivée à Vienne le 1 pluviose de M. la comte de Kinski venant de l'armée du Rhin, et apportant des dépêches relatives à des ouvertures faites par le général Moreau à l'archiduc Charles de la part du gouvernement Français. On se mettoit déjà à parler de la tenue d'un congrès à Prague où des plénipotentiaires de Vienne, de Pétersbourg, d'Angleterre et de Prusse, seroient venus régler les intérêts de la France et de l'Europe, en supposant que le roi de Prusse y viendrait avec une procuration de Bonaparte. C'est du moins alors que Suvvarovv s'est mis en devoir de partir pour la Russie le 10 du courant. en passant par la Pologne; mais voilà que les gazettes autrichiennes qui annoncent qu'il a été fait par le ministère de Vienne, des réponses évasives et dilatoires; et des nouvelles postérieures assurent de nouveau, non seulement que l'armée russe revient sur le Rhin, mais encore le général Lascey qui commande en Lithuanie, a reçu l'ordre de Paul 1er. de marcher de suite vers la Bohême, avec son corps d'armée. Les troupes de Sovvarovv se rendent sur le bas Rhin en trois colonnes par le pays de Fulde, le Spessart et Berghthies.

Les hostilités ont recommencé sur le haut Rhin, près d'Eglisavv en Suisse; de part et d'autre, il y a eu des tués et des blessés, et l'on mande d'Italie que tout y annonce l'ouverture prochaine de la campagne par l'armée impériale.

St. Domingue est en proie à toutes les horreurs de la guerre civile : tout y est sous les armes, les uns pour Rigaud, les autres pour Toussaint l'ouverture. -- L'Isle de Corse est pareillement en feu; un parti de mécontents nombreux s'est insurgé contre les républicains; ceux-ci ayant eu du désavantage, ont fait venir des troupes et surtout des gendarmes des environs; les combats ont recommencés, des mécontents ont été faits prisonniers et fusillés par les républicains; les mécontents s'animant contre les républicains leur ont fait éprouver une défaite considérable, leur ont pris beaucoup d'hommes qu'ils ont aussi fusillés à leur tour : les gendarmes sont du nombre.

La princesse de Galles a donné une belle fête dans sa maison de campagne au comte d'Artois, au duc de Bourbon, à d'autres émigrés de marque.

La police ayant appris que des journalistes qui sont désœuvrés depuis le 28 nivôse, vouloient envoyer à leurs lecteurs ordinaires des mémoires très véridiques, en remplacement des journaux supprimés, a donné des ordres pour qu'au bureau des diligences

on ouvre les paquets, et que la poste ne laissât passer aucun ouvrage de ce genre.

La difficulté de savoir des nouvelles sûres avoit fait imaginer un bulletin cachetté en forme de lettre, on le découvre, et l'on court chez le citoyen auquel il étoit adressé. » D'où cela vous vient-il? Je l'ignore répond celui-ci, -- Mais à qui avez vous dit de vous l'adresser? -- A personne. -- Avez vous un correspondant à Paris? -- Aucuns. -- N'avez vous l'adresse de personne qui y demeure? -- Bonaparte. -- Etiez vous abonné à quelqu'un des journaux évanouis? -- Je ne m'en souviens plus. -- Payez vous pour recevoir ce bulletin? -- Je n'en sais rien. -- Voudriez vous ne pas le recevoir? -- Cela dépend. » Un moraliste étoit témoin de cet interrogatoire, il trouvoit l'interrogé tant soit peu menteur; mais il ne sut plus qu'en dire quand l'interrogé se mit à soutenir qu'il ne devoit pas la vérité à l'interrogateur; qu'il n'avoit pas substitué le mensonge à la vérité; et que l'interrogateur étoit prévenu d'avance que toutes ses réponses négatives équivaudroient à celle-ci: » Vous ne saurez pas mon secret; vous n'avez aucun droit de le connoître. » D'où il conclut que n'ayant pu, ni prétendu l'induire en erreur, n'ayant fait que lui cacher la vérité, ce à quoi on s'attendoit, il n'avoit pas plus menti que le confesseur qui interrogé par un indiscret, répond: » je ne sais. » quoiqu'il sache tout ce qu'on lui demande. Un janséniste à qui l'on a déferé ce cas là, s'est contenté de dire que l'interrogé étoit un jésuite ou un normand; sans porter une décision plus sévère. -- Il est des royalistes, obstinés très illuminés, qui s'entêtent à dire que Bonaparte ne travaille que pour le Prétendant, d'autres, assez misantropes, soutiennent qu'il ne travaille que pour lui même et qu'il se croit un autre Hugues Cape. Ce qu'il y a de remarquable, c'est que les uns et les autres quoique dissidens sur ce point, s'accordent à lui donner le nom de *Pont Royal*; mais voici en quoi ils diffèrent. Les premiers rêvent qu'il l'est volontairement et magnaniment; les autres croient qu'il l'est malgré lui et sans s'en douter. Tous redevenant d'accord pensent que Bonaparte ne travaillant que pour lui seroit un fou dont l'avenir ne manqueroit pas de corriger l'ambition gigantesque, n'ayant point en sa faveur les prestiges de la naissance, et ayant contre lui le vœu des royalistes et la jalousie ardente de tous les partisans de la révolution. Nous donnerons dans la suite quelques notions propres à fixer un peu des incertitudes sur le but qu'il se propose.

P. S. De quelque nom que vous m'appelliez, journal ou correspondance, je vous apparaitrai toutes les semaines, et vous ne saurez ni d'où je viens, ni où l'on me trouve. Attaché au service de la vérité, j'habite avec elle au fond d'un puit impénétrable aux humains indiscrets ou méchants. Gardez vous de faire aucune conjecture sur mon compte; gardez vous bien davantage d'en communiquer à personne. Je ne suis pas ce que vous pensez et je suis ce que vous ne pensez pas; car je suis un Sylphe. Vous recevrez d'abord ma visite trois semaines de suite, et si vous me jugez déjà prévenu, si je pressens que vous voulez que je continue, vous me verrez plus longtemps. Ceux qui croiroient ne me l'avoir pas fait assez connoître, feront bien de me l'écrire, Mais où et comment? C'est le point difficile, car j'habite dans les airs et je suis comme le vent qui fuit sans cesse du nord au midi et de l'ouest à l'est. C'est une affaire difficile pour moi, que de me choisir un domicile quelque part, attendu que le domicile en ce pays exige la carte de sûreté, et qu'il n'y a pas de sûreté pour un Sylphe de ma façon. Ce n'est pas d'une seule fois que je peux me fixer: tenez le nombre 118 m'étant cher, ce sera à ce numéro là que je m'établirai. En quelle rue, en quel pays, sous quel nom? Je n'en sais rien encore; en décider ces choses là seroit trop d'ouvrage pour moi dans un jour. Que si vous présumez que j'aye habité naguères quelque part, hazardez en attendant d'écrire à ma dernière demeure, et dans tous les cas, vous mettrez dans votre lettre, un mandat ou lettre de change de 9 francs sur quelqu'habitant de cette ville ou des faubourgs. Cette petite somme payera mon encre, mes plumes et mon papier pendant trois mois. Mais que votre lettre ne contienne pas autre chose avec le mandat, que l'adresse à la quelle vous voulez que j'aillie me faire lire par vous: n'en dites pas davantage. Il convieudroit assez que nos lecteurs d'un même pays se concertassent pour réunir leurs contingens individuels en une seule somme qu'ils me feroient toucher d'une seule fois de la manière susdite. L'on écrira par la poste, et si l'on affranchit pas la lettre, on ajoutera à la somme le montant du port de cette lettre: ce dernier parti seroit préférable; mais qu'on se resouviennne bien que ce n'est point au bureau des postes que je veux toucher l'argent, et que par conséquent ce n'est point à la poste qu'il faut le confier. Je m'en rapporte à l'industrie, à la curiosité et à la probité délicate de ceux avec qui je correspond.